



Association loi du 1er juillet 1901
Agréée urbanisme & environnement
Côtes d'Armor - Ille et Vilaine

Association de Défense du Site de Lancieux et de la Baie de Beaussais

“Du Frémur à l'Arguenon”

(ADSLB - 15, rue de la Frotrais - 22770 Lancieux)

Association Loi du 1er juillet 1901, agréée au titre de l'urbanisme et de la protection de l'environnement

adslblancieux@orange.fr

<http://www.adslb-lancieux.net/>

Le mot du Président. (*Présenté au cours de l'assemblée générale du 09 août 2017*)

Bonjour à tous,

Après tous ces points, je vous propose de passer à niveau un peu plus général.

La réflexion porte sur le problème le plus souvent brandi à tout instant, tel un étendard : le changement climatique.

Doit-on avoir un avis tranché sur le changement climatique ?

Tout le monde parle du réchauffement climatique, généralement sans savoir de quoi il retourne exactement. Que ce soit par manque de connaissances scientifiques, par manque de temps pour s'informer ou même par désintérêt, ce que nous en savons, pour la plupart d'entre nous, tient sur un ticket de métro, en quelques mots qu'on a vus, lus ou entendus dans des revues grand public (parfois à vocation de vulgarisation scientifique), dans les journaux, à la Télé ou même sur internet. Ces supports étant nommés ici dans l'ordre décroissant de sérieux et d'informations vérifiées, le dernier de la liste étant plutôt le repaire des sites de « fake news » de toutes sortes, généreusement disséminées par des gens n'ayant pas beaucoup de bonnes intentions et souvent dans un but invouable.

Comme mon but n'est pas de vous convaincre aujourd'hui du bien fondé de ce que d'aucuns appellent une théorie, ni de vous persuader de la justesse ou de la fausseté des propos des uns et des autres, je m'en tiendrai à une idée simple (voire simpliste) sur ce sujet.

Tout ce dont on vous parle tous les jours est basé principalement sur les publications du GIEC (Groupe d'experts Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat), organisme regroupant des scientifiques de 195 pays depuis 1988. Leurs écrits sont disponibles sur le net mais assez indigestes car non gérables intellectuellement (plusieurs dizaines de milliers de pages!). Ils ne sont pas destinés à imposer au monde entier une politique ou un mode de pensée. Ce n'est (et cela figure dans leur titre même) que la compilation de milliers d'études et de rapports permettant d'établir une liste des risques socio-économiques à venir au cas où l'augmentation de la vitesse du réchauffement constaté depuis quasiment 200 ans et attribuable à l'activité humaine, devrait continuer sur sa lancée si les états ne modifient rien dans leur politique actuelle. Leur dernier rapport, divisé en 3 parties principales et complété par un « Résumé à l'attention des décideurs » ne fait pas autre chose que d'énoncer des faits (changements observés et leurs causes, changements climatiques, risques et conséquences, profils d'évolution possibles, chaque point étant assorti d'un critère de pondération allant de hautement improbable à extrêmement probable et d'un critère de confiance, de très faible à très élevé dans les divers rapports cités).

A partir de là, chacun conserve son libre arbitre et prend ses décisions au niveau national.

Il n'y a que deux possibilités (donc une seule alternative): soit c'est vrai, soit c'est faux.

Si c'est vrai, il est urgent d'agir sur les principaux facteurs identifiés par le GIEC (principalement les GES, ou Gaz à Effet de Serre), pour en limiter les effets potentiellement catastrophiques décrits. Pourquoi les GES plutôt que d'autres facteurs ? Parce que ni vous ni moi n'avons la moindre influence sur l'activité solaire, la vitesse de basculement de la terre sur son axe magnétique et que l'on sait aujourd'hui que tous ces facteurs n'ont quasiment pas d'importance par rapport à celle prise par les GES. Essayons donc d'agir sur les facteurs qui nous sont accessibles.

Si c'est faux, les énormes investissements qui découlent des rapports et du résumé, ne peuvent être que bénéfiques à terme pour l'ensemble de l'humanité. Un seul exemple devrait nous faire réfléchir, le Bangladesh.

Son delta, grand comme le quart de la France, contient plus de 160 millions d'habitants, en croissance de 6 % par an. Les 2/3 du territoire sont à moins de 5 m au-dessus du niveau de la mer, 1/3 à moins d'un mètre ! Pour mémoire, le niveau moyen de la mer a augmenté de 19 cm entre 1901 et 2010. Le réchauffement moyen constaté sur place a des répercussions sur les grands glaciers terrestres de l'Himalaya et la plus grande partie du delta se retrouve de plus en plus sous l'eau au moment de la mousson. L'endroit « bénéficie » de la conjonction de 3 des plus grands fleuves du monde, le Gange, le Brahmapoutre et le Maghna. Le débit y a déjà atteint plus de 180 000 m³/sec (pour mémoire, le débit le plus fort jamais relevé sur le Rhône n'a jamais dépassé 11 500 m³/sec en 2013 avec de très fortes inondations!). Cela entraîne la perte par disparition de plus de 60 000 ha de terres arables et augmente mécaniquement la perte d'encore plus de surfaces cultivables à cause de la salinité des eaux marines qui remontent dans les sols et les nappes phréatiques. L'accroissement du phénomène devrait pousser 78 millions d'habitants à émigrer d'ici 2023/2024. **Pour aller où ??**

On ne peut donc que constater qu'il est de l'intérêt de tous de travailler chaque jour à réduire les émissions de GES pour tenter de limiter (ou même inverser) les effets induits non pas par le réchauffement climatique mais bien par l'accélération du supplément d'échauffement d'origine anthropique.

Regardons un peu notre pays qui se trouve face à une réalité souvent un peu dissimulée. Nous sommes le pays dont les GES sont déjà les plus faibles du monde. Principalement à cause ou « grâce » à notre parc nucléaire. Nos GES sont générés majoritairement par le chauffage domestique, l'industrie et les transports. Pas par la production d'électricité comme dans la plupart des autres pays du monde.

Si nous voulons être le plus efficaces possibles dans la lutte contre le réchauffement, les points sur lesquels nous devrions donc nous concentrer prioritairement sont l'isolation des bâtiments, action que nous devrions coupler avec le remplacement des systèmes de chauffage utilisant des combustibles fossiles par des systèmes de type géothermie verticale (pour mémoire, la température accessible à 100 m de profondeur est la même au Danemark et au Maroc! C'est donc indépendant du lieu de réalisation) ou au moins aérothermie. Nous devrions investir pour créer des transports les plus économes en GES possibles. De leur côté, les industriels font déjà tous les jours des choix qui améliorent leur efficacité énergétique. Le coût énergétique de la construction d'une voiture a baissé de 40 % ces 25 dernières années.

Ce qui nous amène à nous interroger sur le bien fondé de la décision de l'état de créer d'innombrables éoliennes terrestres et maritimes en vue de produire de l'énergie renouvelable dite « propre » mais à un coût exorbitant, avec une efficacité quasi nulle (cette nullité est amplement démontrée par le fait qu'on a déjà construit en renouvelables, éolien et photovoltaïque, plus de 30 % de la puissance de notre parc nucléaire, ce qui, par parenthèse, vous a déjà coûté plus de 22 milliards € en 10 ans, et que cette énorme puissance installée

n'arrive pas à assurer plus de 0,6 % de nos besoins selon les chiffres 2015 d'EDF lui-même!). D'autre part, la multiplication de ce type de sources dites « renouvelables » déclenche un tas de problèmes et ont une fâcheuse propension à générer de nombreuses pannes de courant du fait de leur intermittence intrinsèque, sauf à créer de nouvelles centrales émettrices de GES pour rétablir la continuité d'un réseau qui fonctionnait très bien jusqu'à maintenant (exemple la centrale à gaz de Landivisiau dont la capacité installée doit être équivalente au champ éolien de St Briec, mais que vous allez devoir subventionner pour qu'elle brûle du gaz **sans produire** d'énergie tant que les éoliennes tournent. Ce qui devient ubuesque tant nous éloignons ainsi du principal but à atteindre, diminuer les émissions de GES.

Car ces éoliennes ont trois avantages économiques pour leurs promoteurs :

a) elles bénéficient de la priorité de vente de leur production. Que EDF en ait besoin ou pas, il est tenu de leur acheter à 5 ou 6 fois le prix de marché la totalité de leur production. Comme l'électricité ne se stocke pas (pour le moment), personne ne sait à quoi elle sert, s'il fait nuit ou qu'il ne fait pas froid. Par contre, en hiver, lorsque la demande est forte, si nous sommes au milieu d'un anticyclone, cas fréquent par grand froid, il n'y a pas de production éolienne.

b) le prix auquel est effectué ce rachat obligatoire est supérieur à 230 €/Mwh alors que le prix moyen de marché actuel est inférieur à 40 €/MWh. Pour l'EDF c'est naturellement économiquement catastrophique mais comme il a été décidé que cette différence vous serait refacturée sous la dénomination absconse de CSPE, c'est quasiment neutre. C'est donc vous qui payez en réalité les promoteurs éoliens. Et vous seuls, car les industriels ne sont pas soumis à cette taxe qui renchérirait leurs coûts et donc mettrait à mal leur compétitivité.

c) enfin, cerise sur le gâteau, ils ont la garantie de l'état d'être rémunérés à ce tarif (révisable naturellement) pendant **40 ans**.

Devinez donc qui est le seul gagnant dans cette opération ? Et qui va rester avec des paysages dévastés, des pannes à répétition et plus pauvre de quelques dizaines de milliards chaque année?

Nous sommes là devant un véritable scandale d'état.

Quand à la fiabilité de notre réseau de distribution, si ce que l'on nous promet se réalise, nous pouvons en trouver une illustration dans ce qui arrive en Australie du Sud.

C'est un Etat de la fédération d'Australie, grand comme deux fois la France, peu peuplé (1,65 million d'habitants), assez désertique. Sous la direction d'un gouvernement très favorable aux énergies renouvelables, le solaire et l'éolien ont connu ces dernières années, une très importante croissance, couplée avec la fermeture de centrales à gaz et à charbon pour cause de non-rentabilité. A côté de 13,7 % d'énergie « importée » de l'État du Victoria voisin, sa production d'origine solaire ou éolienne atteint 42,2 % de la production locale. Pendant l'été austral 2016-2017, suite à des arrêts de « fermes éoliennes » (trop ou pas assez de vent) certaines n'ont pas pu être redémarrées, chose plus fréquente qu'on ne le dit, alors que la consommation atteignait des pics. Le pays a alors subi plusieurs black-out totaux sur l'ensemble de l'État. Une population, bien que payant déjà les tarifs les plus élevés du continent, en état de choc, a découvert qu'on lui avait caché la situation (bien que l'Office Australien de l'Energie eut déjà prévenu officiellement du risque généré par les renouvelables l'année précédente !) et aussi que les prévisions officielles indiquaient une très forte probabilité de voir le nombre de black-out atteindre 125 jours de pénurie électrique par an du

fait de l'intermittence non reconnue et donc non assumée des renouvelables. Les conséquences ont été brutales et importantes. De nombreuses entreprises ont été durement touchées (plusieurs y ont englouti leur bénéfice annuel), des hôpitaux se sont retrouvés sans énergie avec des groupes de secours défaillants au bout de quelques heures, et ont perdu leur stocks sensibles ou périssables (banque organes, embryons), on a constaté une surmortalité anormale dans la population (température supérieure à 40° sans climatisation), etc.....

Malgré son dogmatisme éolien, le gouvernement a dû présenter un plan d'urgence qui revient implicitement à reconnaître la responsabilité de l'intermittence des renouvelables dans des coupures sans précédent. Ce plan, d'un montant immédiat de 550 millions de dollars australiens (400 millions €), revient en fait à construire de toute urgence une grosse centrale à gaz et à tenter de trouver de quoi bâtir un immense parc de batteries. La centrale devra avoir une capacité de production d'au moins 10 % des besoins globaux de l'État **tout en ne fonctionnant pas**. Elle ne sera là que pour fournir de l'électricité en cas de menace d'effondrement du réseau. C'est donc juste une « police d'assurance » fort coûteuse à bâtir et aux coûts de production considérables. Ces coûts supplémentaires n'ont jamais été expliqués ni budgétés. Ils seront directement facturés aux consommateurs.

Nous avons donc ici le premier exemple à grande échelle des conséquences d'une mise en défaut de la garantie de fourniture permanente d'énergie du fait de l'imprédictibilité des renouvelables mis en œuvre. Lorsque cette situation (plus de 30 % de renouvelables intermittents dans le mix énergétique) se produira en France, et à notre échelle (34 fois le secteur), une solution comparable à celle du plan d'urgence australien entraînera pour nous un premier investissement de 13,4 milliards € pour un parc de centrales à gaz de 8500 MW auxquelles il faudra ajouter 3,75 milliards € pour la création d'un ensemble de batteries de premier secours ! Ces centrales n'auront pas d'autre raison d'être que d'être notre future « police d'assurance énergétique » et ne devront travailler qu'en cas de pénurie car l'électricité ne se stocke pas aujourd'hui. Au lieu de nous diriger vers ces lendemains qui déchantent, nous devrions donc investir dans la recherche d'un stockage fiable tout en favorisant toutes les technologies qui vont vers une économie d'énergie ou une meilleure efficacité technologique.

Je vous remercie pour votre attention.

Le Président Patrice LECOEUR.